Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 43 (1963)
Heft: 4: Libéralisme et économie concertée

Artikel: Il faut choisir entre l'économie de marché et le plan
Autor: Couvreu, Raymond / Röpke, Wilhelm
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-887714

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Il faut choisir entre l'économie de marché et le Plan

La surchauffe est d'origine monétaire et non économique, la planification n'y changerait rien, elle mène au collectivisme

Un entretien avec le Professeur Wilhelm Röpke, Professeur à l'Institut des hautes études internationales de l'Université de Genève

— *Selon un économiste français* (1), « *militer en faveur d'une économie concertée, ce n'est pas seulement décrire un certain nombre de faits que l'on constate empiriquement, ni formuler une simple technique de gestion administrative, c'est avoir une visée politique en formulant une doctrine qui tente de dépasser la contradiction entre capitalisme et communisme... La confrontation des expériences capitalistes et communistes modernes, l'examen objectif de leurs avantages et de leurs inconvénients réciproques, doivent permettre de dégager une troisième voie dans laquelle les contradictions initiales se trouveront peu à peu surmontées et dépassées* ».

Que pensez-vous de cette théorie? Mène-t-elle directement à la planification de type marxiste ou croyez-vous réellement à cette troisième voie?

— Nous vivons à une époque de slogans. Tantôt c'est le *plein emploi*, tantôt *la croissance*, tantôt *la planification*. Il faut garder la tête froide et distinguer. Planification est un mot magique, mais limité. Au sens où on l'emploie souvent, cela s'est toujours fait. L'État, dans ses activités en particulier. En France, où son rôle est plus large, c'est une nécessité pour ses entreprises.

Que l'on veuille améliorer l'information du chef d'entreprise, faciliter la tâche de ce capitaine qui navigue sur une mer agitée, donner plus de cohérence aux activités de l'État, oui, mais alors il est dangereux d'employer ce mot qui fait penser au collectivisme, c'est-à-dire à un ordre économique dont le communisme, comme, auparavant le national-socialisme, sont les modèles.

Car on n'a pas compris que le choix est entre l'économie de marché d'une part, et le plan d'autre part, dans le sens d'une économie collectiviste, c'est-à-dire d'une économie administrée par l'État. Ce Plan, c'est l'ordre économique imposé par l'État. C'est ce que l'on fait en Yougoslavie, malgré toutes mesures par lesquelles on a tâché d'aérer le collectivisme, et on a besoin du totalitatisme politique pour le faire.

La source de la confusion vient de ce que l'on tente tant de gens par un programme qui semble assez peu révolutionnaire et on risque d'introduire par cette porte des idées qui le sont vraiment. On pense tout à coup que tout n'est pas perdu... et on encourage le collectivisme.

Pourquoi cette attraction?

Parce que l'on se trouve devant des difficultés incontestables : surchauffe, problème de l'inflation grimpante, montée des salaires, augmentation des ouvriers étrangers, pour parler surtout de la Suisse.

Il faut réfléchir profondément. Je suis découragé par la confusion des esprits devant ce problème. Pantaleoni, dans sa leçon inaugurale à Genève disait, il y a plus d'un demi-siècle : il y a deux sortes d'économistes politiques : ceux qui s'y entendent et ceux qui ne s'y entendent pas.

Analysons la situation. De quoi s'agit-il? Cette surchauffe, c'est une pression inflationniste. Elle est donc d'origine monétaire et n'a rien à faire avec la production et les entreprises. Ce n'est donc pas la faute de l'économie de marché

(1) Albin Chalandon.

Grande activité dans le port de Bâle.

mais de la politique monétaire. La source est dans le système de la monnaie et du crédit. Il appartient, et il a toujours appartenu, aux autorités de diriger et de contrôler le cadre monétaire de l'économie. C'est le rôle de la Banque centrale et du gouvernement par sa politique fiscale.

Le facteur nouveau réside en ceci : on cherche les sources de cette inflation et on pense trop peu au système monétaire international. Pourtant là est la dernière cause de nos troubles en Europe.

Cette poussée inflationniste nous est venue depuis une décennie des États-Unis. A l'origine il y a de l'inflation importée et il est très difficile de se défendre contre cette sorte d'inflation sans faire des choses assez inusitées, comme par exemple, l'an dernier, la réévaluation du mark allemand et du florin hollandais.

En résumé, l'attraction de cette idée d'économie planifiée vient de ce que nous nous trouvons devant un phénomène qui nous inquiète : l'excédent de la demande sur l'offre. Or, je le répète, il s'agit uniquement d'un désordre monétaire et non économique. Cela reste dans la responsabilité des autorités. Elles se trouvent devant quelque chose de nouveau et elles ne sont pas à envier.

Ce qu'il faut faire? Fermer les robinets de la monnaie qui coulent en abondance. Mais nous aussi sommes un peu responsables. En Suisse se trouvent les capitaux étrangers qui causent cet excès de liquidités monétaires. Mais tous les chantiers que nous trouvons sur nos routes sont aussi un élément de surchauffe.

Il est bien évident qu'une planification ne changerait rien à l'ordre monétaire. La France planifiée est beaucoup plus ébranlée par l'inflation que la Suisse et l'Allemagne qui ne le sont pas. Il y a au contraire danger que la planification en France favorise le déséquilibre. On a créé une illusion, qui a berné les hommes d'État, les politiciens, l'opinion publique en appelant les « sages », les planificateurs...

Cette « troisième voie », proposée par un économiste français, à laquelle vous faites allusion, j'en avais parlé il y a trente-cinq ans. Mais je n'ai jamais pensé à ce cocktail de capitalisme et de collectivisme. Mon avis c'est qu'il faut dépasser le capitalisme historique du XIXe siècle. La troisième voie, c'est l'économie de marché sociale allemande. Une économie libre, qui préserve les libertés essentielles. La planification n'est pas compatible avec elle. Elle veut remplacer le marché et les fonctions régulatrices de celui-ci par une décision qui est autre que ce que le consommateur désire. Le souhait des planificateurs c'est de remplacer le marché dans la direction des investissements. C'est exactement le contraire de l'économie de marché. Si cette partie intégrante de l'ordre économique qu'est la manière dont on investit le capital est maintenant soumise à une volonté autre que la voloné l'économie de marché. Voilà la planification.

On a déjà fait cette expérience. Je ne comprends pas pourquoi on recommence, sinon parce que l'on

confond ordre économique et ordre monétaire.

— L'ordre monétaire est troublé. Comment y remédier?

— Distinguons d'abord entre le diagnostic et la thérapeutique. Nous avons un désordre international très dangereux. En créant le Gold Exchange Standard nous avons établi la convertibilité des monnaies essentielles et décidé la stabilité des échanges. Mais ce système ne garantit plus l'équilibre des économies nationales. Il y a tension entre les États-Unis d'une part et les pays européens (et aussi le Japon) d'autre part.

D'un côté nous trouvons les États-Unis, qui ont une balance déficitaire et de l'autre les pays qui reçoivent les excédents de cette balance des paiements qui ont tendance à créer ici cette inflation importée.

Le mécanisme monétaire international d'aujourd'hui a tendance à rétablir la situation seulement par l'inflation des pays qui reçoivent cet excédent, mais pas par une restriction du crédit dans les pays dont la balance des paiements est déficitaire.

Si ces pays l'employaient en achetant de l'or, si les États-Unis perdaient de l'or autant qu'ils éprouvent de déficits de la balance des paiements, la situation serait différente. L'effet expansif de l'or serait dans les pays qui le reçoivent équilibré par son effet restrictif aux États-Unis. Mais maintenant l'or reste aux États-Unis et c'est la cause de la nature chronique de leur balance de paiements déficitaire. En cette matière les États-Unis pratiquent une politique irresponsable et causent un tort énorme. Ils devraient restreindre les crédits et augmenter le taux d'intérêt.

Les conditions actuelles sont malsaines. Il y a des dollars flottants, 16 milliards de francs suisses qui flottent on ne sait où en crédits à court terme. Il y a abondance de dollars. Ils sont investis en Europe parce que le taux d'intérêts est plus attractif. Ce sont les « euro-dollars » et c'est une confirmation des craintes que M. Rueff a eu le mérite de voir de bonne heure, lorsqu'il a dit que c'est le système du Gold Exchange Standard qui est malsain.

Voilà pour le diagnostic. Pour la thérapeutique, ceux qui partagent l'avis de M. Rueff — dont je suis — quant à la description de la situation, sont d'avis qu'il faut rétablir l'équilibre de la balance des paiements américains, moins par l'inflation dans les autres pays que par la restriction monétaire aux États-Unis. Mais comme les États-Unis ont laissé glisser les choses, c'est l'inflation des pays européens qui a tendance à rétablir l'équilibre.

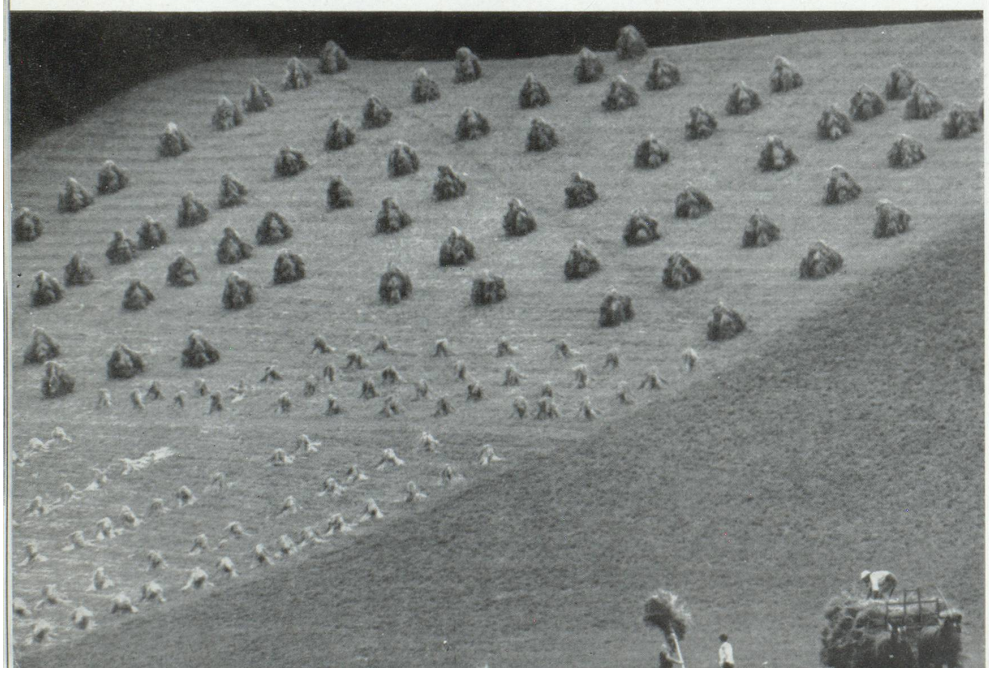
On pourrait imaginer un système international monétaire qui aurait la vertu d'être un *ordre* monétaire international. Actuellement nous n'avons qu'une grande machine à diffuser l'inflation. L'idéal serait que tous les pays observent la même discipline monétaire, mais c'est beaucoup demander. L'étalon-or forcerait les gouvernements et les banques centrales à observer cette discipline. Il y a là une possibilité, mais pour le moment c'est prématuré. Il faut d'abord rétablir l'équilibre.

L'inflation en Europe et au Japon peut éliminer cette tension entre les États-Unis et les autres pays. Mais tant que l'idéologie « super-keynésienne » prévaut aux États-Unis, le rétablissement de l'équilibre ne donnera qu'un nouvel élan à l'expansionisme monétaire aux États-Unis.

C'est l'idéologie monétaire en vigueur à Washington qui est la plus grande coupable. Quelques économistes le reconnaissent, peu osent le dire.

— La création du Marché commun, — c'est M. Ludwig Erhard qui l'a dit —, doit être bénéfique pour l'extension de la division du travail, faciliter la production en grandes séries et l'automation. En amenant ainsi une meilleure utilisation des facteurs de production au sein des Six, le Marché commun ne crée-t-il pas un danger pour l'économie suisse, estée en dehors de l'opération?

Travailleurs étrangers en Suisse.



— En Europe, les pays qui ont montré la plus grande stabilité c'est l'Allemagne et la Suisse. Sans plan ils ont une économie saine. Le relèvement économique de l'Europe n'est pas l'œuvre du Marché commun ni de l'E.F.T.A. La cause en est le retour à des économies plus saines, au commerce international libre et multilatéral. L'économie suisse dépend plus que n'importe quelle autre du commerce international. Elle ne peut s'enfermer dans un bloc.

Sur le plan industriel je crois qu'on pourrait sans grandes difficultés arriver au nivellement des discriminations. L'agriculture est un problème beaucoup plus grave. Il y a un grand danger qu'on arrive à une intégration agricole en remplaçant simplement le protectionnisme national par un protectionnisme des Six ensembles. Moi qui fus un des défenseurs les plus ardents de la collaboration franco-allemande après la guerre, je suis navré de voir que l'intégration agricole ait amené une menace de conflit des intérêts entre la France et l'Allemagne en ce qui concerne l'agriculture. Les Sept ont été plus sages en laissant l'agriculture de côté. C'est un problème angoissant. Voyez le cas des oranges : l'Italie en est un grand producteur et l'Allemange le plus grand marché, à tel point que la production italienne n'y suffit pas. Cependant, l'Italie a exigé un tarif commun élevé pour les oranges, plus élevé que le tarif national allemand. Le premier effet fut de faire monter le prix des oranges puisqu'il faut les importer d'Espagne, du Maroc, d'Israël. Pour l'éviter le gouvernement allemand a demandé un contingent d'importation à des conditions exceptionnelles. Cela ne pouvait nuire à l'Italie parce qu'elle est incapable de produire ces oranges que l'Allemagne doit importer de ces pays tiers. La Commission européenne a refusé, en ajoutant qu'il y a d'autres fruits dans le Marché commun et que les consommateurs n'ont qu'à les acheter! Le recours à la Cour a été refusé.

Conséquence : l'Italie cherche à augmenter sa production avec effet autarcique et l'Espagne perd son marché.

Cela donne un avant-goût de ce que l'on peut craindre.

Propos recueillis
par Raymond Couvreu

Un problème insoluble dans le cadre d'une intégration économique de l'Europe : l'agriculture de montagne.